



Comité de suivi des examens : 7 mai

Déclaration FSU

Ce comité de suivi se réunit alors que certains examens débutent la semaine prochaine et que d'autres auront lieu dans un mois. Des annonces ont eu lieu avant-hier, bien tardivement, alors que la FSU demandait des aménagements depuis des mois afin que tous et toutes, élèves comme professeurs, puissent les prendre en compte dans la préparation ; si le ministère improvise, les collègues, eux, construisent leurs cours sur la durée ; force est de constater que nous revivons le même mauvais film que l'année dernière ; impréparation, déni de réalité, obstination d'un ministre à n'écouter que lui-même conduisent toute la communauté scolaire dans l'impasse : cette année, le ministère a refusé de prendre des mesures générales de demi-jauge et a tardé à proposer des aménagements insuffisants, accroché à des épreuves de nature inédite et contestée ; malgré le professionnalisme exemplaire des collègues, les élèves seront inégalement préparés aux épreuves du BTS, du DNB , et du baccalauréat.

A ce stade de l'année, aucune solution ne pouvait être satisfaisante ; pour sortir de l'impasse dans laquelle il nous a tous conduits, le ministre nous envoie dans le mur. Tout juste reconnaît-il enfin dans son courrier d'hier ce que le SNES FSU n'a cessé de dire : des épreuves finales organisées en temps limitée de manière anonyme et nationale ont de nombreuses vertus : "elles incitent à des révisions importantes afin de maîtriser les fondamentaux des disciplines et enseignements ; elles requièrent concentration, maîtrise de son temps et capacité à surmonter son inquiétude, toutes compétences qui sont autant d'atouts pour un parcours réussi". Quel double langage pour celui qui restera comme le fossoyeur du baccalauréat ! Quelle hypocrisie de la part d'un ministre à l'origine d'une réforme qui a généralisé le contrôle continu et instauré un bac local, et donc inégalitaire!

Jusqu'à présent, aucune réponse précise n'est donnée aux questions qui se posent inévitablement : brassage des élèves lors des examens, cas covid avéré après une première épreuve, vivier d'examineurs, rémunération, sessions de rattrapage pour lesquelles il reste des interrogations. Il ne suffit pas d'affirmer comme un mantra que les épreuves peuvent se tenir en respectant les mesures sanitaires pour que cela se fasse ; il ne suffit pas d'affirmer comme un mantra que les élèves ne seront pas pénalisés et que les différences de préparation seront prises en compte pour que cela soit possible . La réalité est là : les collègues sont perdus, n'y comprennent plus rien et le sentiment de maltraitance par l'institution et de souffrance professionnelle est grand. Nous avons malheureusement pu constater que le slogan "on est prêt" était trop souvent démenti par les faits pour que les collègues ne soient pas inquiets ; sans compter la perte de sens du métier qu'induisent ces ordres et contre-ordres , le passage au contrôle continu de bon nombre de disciplines (pour représenter à cette heure 82% de l'examen!) et l'absence d'adhésion à la réforme du lycée.

Ce qui s'annonce, c'est une fin d'année très difficile pour tous les collègues et les élèves en raison du manque d'anticipation du Ministre et de son obstination idéologique à sauver Sa nouvelle formule

du bac, qui n'a de bac que le nom ; il semble ici que l'égo du ministre et l'affichage auprès de l'opinion publique l'emportent sur l'intérêt général.